Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

10 mai 2004
N°116 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

D'UNE GUERRE DE TCHÉTCHÉNIE À L'AUTRE

Business et terrorisme à Moscou

Alors qu'ils se partageaient les richesses économiques de la Russie, les oligarques tentèrent de neutraliser le Kremlin en y plaçant un homme lige. Leur choix se fixa sur Vladimir Poutine. Mais sitôt élu président, celui-ci se retourna contre eux pour restaurer le pouvoir de l'État et la puissance de la Russie. Poursuivant leurs affaires, ils instrumentalisèrent le conflit tchétchène et tentèrent de prendre le contrôle des pipelines de la Caspienne. Deuxième volet de notre enquête sur les coulisses des guerres de Tchétchénie.

page 2

Collaboration entre les États-Unis et l'« Axe du mal »

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

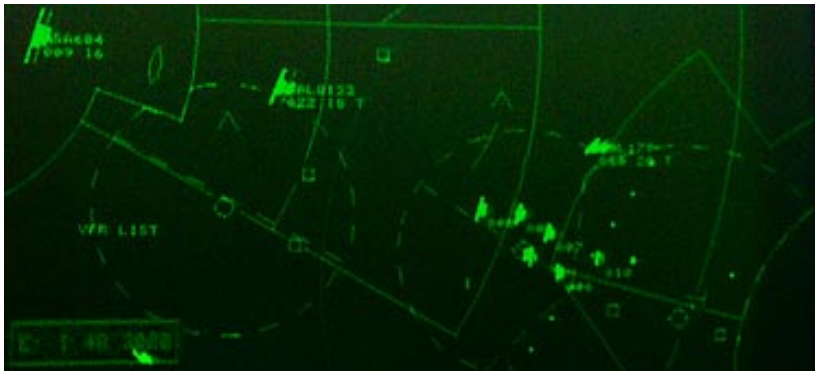
James Dobbins explique qu'il faut négocier avec l'Iran et rappelle que Washington et Téhéran collaborent déjà depuis deux ans en Afghanistan notamment. Bien connu des analystes, c'est encore ignoré du public états-unien abreuvé de commentaires des groupes néo-conservateurs ou sionistes. Toutefois, M. Dobbins s'abstient d'évoquer leur collaboration actuelle en Irak et se contente de la présenter comme souhaitable.

page 9

REPÈRE : 10 MAI 1933

Un jour pour brûler les livres impies

Le 10 mai semble avoir une attraction particulière sur les bibliophobes pyromanes... En 1497, à Florence en Italie, le moine inquisiteur Savonarole y organise le « *Bûcher des Vanités* » pour jeter au feu des traités de mathématiques arabes (et donc paiens), des cosmétiques, des jeux de cartes, mais aussi des œuvres de Boccace, Aristote et Ovide. Le 10 mai 1933, les nazis organisent à Berlin - et à travers toutes l'Allemagne - des bûchers de livres « *souillant l'âme allemande* ». Les œuvres de Thomas Mann, Erich Maria Remarque, Karl Marx, Egon Kish ou H.G. Wells, entre autres, sont livrées aux flammes. Quelques années plus tard, le 10 mai 2001, aux USA, la Congrégation des Églises Libres brûle publiquement les livres « *satanistes* » de la série *Harry Potter* - imitée ensuite par de nombreuses Églises fondamentalistes. À l'inverse, c'est encore un 10 mai, en 2003, que le tribunal de Cedarville (Arkansas) ordonne la réintégration des *Harry Potter* dans les bibliothèques municipales et scolaires dont ils avaient été bannis. ■



11 SEPTEMBRE 2001 : DESTRUCTION DE TÉMOIGNAGES CLÉS

Des enregistrements de contrôleurs aériens relatant leur journée du 11 septembre 2001 ont été méthodiquement détruits par un responsable non identifié de la Federal Aviation Administration entre décembre 2001 et février 2002, malgré les instructions officielles de ne rien détruire de ce qui pouvait être utile à l'enquête. Ces contrôleurs avaient suivi deux des vols impliqués dans les attaques, par radar ou communication directe avec l'équipage, selon le rapport commandé par la Commission d'enquête sur le 11 septembre. Celle-ci n'a pas pour autant conclu à une tentative de dissimulation d'éléments de preuve. Le responsable de la FAA a écrasé les cassettes, découpé les bandes en petits morceaux qu'il a disséminés dans plusieurs poubelles, car il estimait ces enregistrements non conformes à la procédure de la FAA exigeant des témoignages écrits des contrôleurs aériens en cas d'accident. ■

D'une guerre de Tchétchénie à l'autre

Business et terrorisme à Moscou

Alors qu'ils se partageaient les richesses économiques de la Russie, les oligarques tentèrent de neutraliser le Kremlin en y plaçant un homme lige. Leur choix se fixa sur Vladimir Poutine. Mais sitôt élu président, celui-ci se retourna contre eux pour restaurer le pouvoir de l'État et la puissance de la Russie. Poursuivant leurs affaires, ils instrumentalisèrent le conflit tchétchène et tentèrent de prendre le contrôle des pipelines de la Caspienne. Deuxième volet de notre enquête sur les coulisses des guerres de Tchétchénie.

Attentat dans un immeuble d'habitation à Mocou le 9 septembre 1999

Une fois la première guerre de Tchétchénie achevée (lire à ce sujet notre article La première guerre de Tchétchénie), l'unité de façade qui avait abouti au règlement du conflit s'effondre. En octobre 1996, un mois à peine après avoir conclu la paix, le général Alexandre Lebed, dont les ambitions personnelles deviennent trop menaçantes aux yeux du Kremlin, est limogé par Boris Eltsine. Le climat politique, déjà délétère, se détériore encore un peu plus à Moscou, au cours de ce que l'on a appelé la « *guerre sordide* » : chaque jour, des proches du président russe s'accusent les uns les autres de tentatives d'assassinat, par journaux interposés. Boris Berezvoski, l'oligarque patron d'Aeroflot et de la chaîne de télévision ORT, est notamment mis en cause par le général Alexandre Korjakov, chef de la garde présidentielle, dans le meurtre de Vlad Listiev,

journaliste vedette d'ORT, et dans un projet d'attentat contre Vladimir Goussinski, un oligarque rival, propriétaire de NTV. Ce contexte surréaliste n'empêche pas la progression du magnat dans l'appareil d'État russe : le 30 octobre 1996, il est nommé secrétaire adjoint du Conseil de sécurité. Il est chargé des relations avec la Tchétchénie. À l'époque, la République autonome connaît un nouveau sport national : la prise d'otage avec demande de rançon. Boris Berezovski se charge, dans le cadre de ses nouvelles fonctions, de faire libérer les otages occidentaux enlevés par les Tchétchènes, grâce aux contacts rapprochés qu'il a noués avec les différents chefs de guerre. Il est notamment proche de Movladi Oudougov, vice-Premier ministre du gouvernement d'Aslan Maskhadov, nouveau président du pays. Selon ce dernier, considéré comme un modéré, *« les bandes tchétchènes n'ont jamais libéré un seul otage parce qu'elles changeaient d'avis, mais parce que des fonctionnaires venaient de Moscou avec des valises d'argent. Berezovski était le canal principal pour remettre ces fonds aux kidnappeurs »* [1]. En jouant ce jeu-là, l'oligarque entraîna une hausse considérable du montant des rançons, et fit de la prise d'otages l'industrie la plus rentable du pays. Le tout en récoltant les dividendes médiatiques des libérations, dont il s'attribuait tout le mérite.

Boris Berezovski

Boris Berezovski est alors l'un des hommes les plus influents de Russie. En septembre 1998, il se sent menacé par la nomination au poste de Premier ministre d'Evgueni Primakov. En effet, *« les principaux ténors du Parlement et au gouvernement [sont] soit des communistes, soit des patriotes libéraux également hostiles au capitalisme de copinage »*. Le système de l'oligarchie menace d'être démantelé. Le nouveau Premier ministre russe déclenche une offensive judiciaire sans précédent contre l'homme d'affaires. Mais les réseaux de Boris Berezovski sont puissants : le ministre de l'Intérieur russe annonce finalement qu'il suffit à l'oligarque de se présenter à la convocation du parquet pour ne pas être arrêté. Primakov est désavoué, et désormais considéré comme un danger par Boris Eltsine et son entourage : les enquêtes qu'il a initiées *« menaçaient non seulement les hommes d'affaires profiteurs, comme Berezovski, mais aussi Tatiana, [la] propre fille »* du président russe. Celui-ci craint par ailleurs d'être mis en cause par la justice à la fin de son mandat. Farouchement opposé aux frappes de l'OTAN en Serbie, Primakov devient, à la même période, la cible des critiques des États-Unis, au point que, selon Paul Klebnikov, *« le monde sembla soudain se retrouver sous la menace d'un affrontement entre la Russie et l'OTAN, comme à l'époque de la Guerre froide »*. Cela ne devait pas être. Le 12 mai, Evgueni Primakov fût limogé et remplacé par Sergueï Stepachine, l'homme qui avait fait cesser les poursuites contre Berezovski. Ancien directeur du FSB, les services secrets russes, il était ensuite devenu ministre la Justice, puis de l'Intérieur.

Celui-ci n'est pas le jouet des oligarques. Berezovski fait donc en sorte de placer des politiciens plus sensibles à sa cause à des postes clés. C'est le cas de Nikolaï Aksionsenko, ancien ministre des Chemins de fer, qui devient chargé de l'économie en tant que vice-Premier ministre. C'est un protégé de Berezovski et surtout de Roman Abramovitch. Vladimir Rouchaïlo, ancien chef de la brigade

contre le crime organisé à Moscou, devient ministre de l'Intérieur. Dans le cadre de ses anciennes prérogatives, il avait participé aux négociations pour libérer des otages en Tchétchénie, travaillant pour cela avec Berezovski. Enfin, Alexandre Volochine, en tant que chef de l'administration présidentielle, devient un des relais essentiels de l'oligarque dans l'équipe au pouvoir. Il avait participé aux premières incursions de Berezovski dans le monde des affaires, au moment la mise en place de la structure d'investissement Avva.

Boris Eltsine

La relative indépendance de Stepachine par rapport aux oligarques ne l'incita pas à freiner les poursuites judiciaires engagées. Le 9 août 1999, il est à son tour limogé et remplacé par Vladimir Poutine, le directeur du FSB. Celui-ci avait rejoint l'équipe présidentielle de Boris Eltsine en 1996, grâce à ses relations personnelles avec Anatoli Tchoubaïs, qui la dirigeait à l'époque. Malgré son travail aux côtés de Pavel Borodine, dont le service fût le plus touché par les scandales de corruption, *« selon toute apparence, Poutine resta propre »*, d'après Paul Klebnikov. Une intégrité qui lui permit de gravir les échelons jusqu'à devenir le premier chef adjoint de l'administration présidentielle chargé des relations avec les régions. Son potentiel attira l'attention du « *camp de Berezovski* », qui le plaça à la tête du FSB en juillet 1998, en remplacement de Nikolaï Kovaliov, considéré comme une menace. Vladimir Poutine y fait rapidement ses preuves en discréditant le procureur général Iouri Skouratov, qui laissait se dérouler des enquêtes mettant en cause l'entourage du président Eltsine. Sa nomination au poste de Premier ministre, récompense de sa fidélité à l'équipe présidentielle, devait assurer un calme relatif sur le front des affaires. Dans ce contexte, Berezovski envisage de se présenter à l'élection présidentielle de 2000, pour succéder à Boris Eltsine. Une coalition hétéroclite est constituée autour de Poutine pour les législatives de décembre 1999, sous l'appellation *Unité*. Mais les soutiens dont il dispose de la part d'individus devenus aussi détestés lui nuisent auprès de l'électorat. Sa popularité entre 2 et 5 % des suffrages, loin derrière l'alliance Evgueni Primakov - Iouri Loujkov, tous deux ennemis politiques de Berezovski et bénéficiant du soutien de la chaîne de télévision NTV de Vladimir Goussinski. La menace d'une défaite du favori de Berezovski est réelle : *« Une victoire de Poutine et d'Unité exigeait que se produisît un événement dramatique. Elle exigeait une guerre »*.

Depuis la signature des accords de paix, la situation sur le terrain est très instable, les chefs de guerre tchétchènes - qui sont aussi, pour certains, des chefs de bandes criminelles organisées - multiplient les prises d'otage qui ridiculisent le pouvoir de Moscou. En mars 1999, c'est le général Guennadi Chpigoun, représentant personnel du ministre de l'Intérieur, qui est enlevé à l'aéroport de Grozny. Sergueï Stepachine, alors ministre de l'Intérieur, déclare que l'acte est une insulte au gouvernement russe, et qu'il mérite une réponse [2] . C'est la première étape d'une montée de la tension dans la République autonome. Stepachine va donc élaborer un plan de riposte, prévoyant le bombardement des « *camps terroristes* » de certains chefs de guerre tchétchènes, tout *« en établissant une zone de sécurité dans la partie nord (prorusse) de la république »*. Mais pour mener à bien ce programme, il lui faut recueillir le

soutien de l'opinion publique russe. Ce sont les Tchétchènes eux-mêmes qui vont fournir les arguments nécessaires au Kremlin. En août 1999, plusieurs milliers de combattants entrent au Daguestan, contrée voisine de la Tchétchénie, et y proclament une république islamique. Ils sont dirigés par Chamil Bassaïev, le chef terroriste tchétchène wahhabite déjà très actif lors du premier conflit, et un mystérieux commandant Khattab, fondamentaliste musulman Jordanien ayant vécu en Arabie saoudite. Selon Paul Klebnikov, il aurait participé *« à de nombreux combats en Afghanistan et en Asie centrale »* et serait lié à Oussama Ben Laden. C'est aussi un wahhabite, tout comme Movladi Oudougov, ancien ministre des Affaires étrangères proche de Berezovski. Par ailleurs, *« les villages occupés par Bassaïev et Khattab au Daguestan étaient connus pour leurs sympathies wahhabites »*, alors que le reste du pays était hostile à l'incursion tchétchène.

Cette invasion donne à la Russie un prétexte pour opérer un déploiement massif de troupes dans le Caucase du nord. La population daghestanaise, ainsi que l'opinion publique russe, se rangent derrière le Kremlin. Il ne s'agissait pourtant pas d'une agression des forces régulières tchétchènes, mais *« d'une des nombreuses milices privées qui avaient germé partout en Tchétchénie avec des aides financières étrangères »*. Celles-ci recoupent, entre autres, les rançons des prises d'otage - dont Berezovski s'est assuré qu'elles soient bien payées - ou d'autres activités criminelles - pour lesquelles certains chefs tchétchènes ont parfois fait affaire avec l'oligarque. C'est ainsi que, parlant de Chamil Bassaïev, le président tchétchène, Aslan Maskhadov, pouvait dire, peu après l'incursion, qu'il *« ne représente nullement le peuple tchétchène, sans parler du gouvernement. Ces gens qui ont laissé pousser leurs barbes et prêchent le grand jihad sont contrôlés et financés par d'autres, y compris les oligarques qui entourent Eltsine à Moscou »*. Boris Berezovski a ainsi reconnu avoir versé un million de dollars à Chamil Bassaïev pour *« la reconstruction d'une usine de ciments »*. Ses liens avec Movladi Oudougov sont encore plus suivis, celui-ci servant d'intermédiaire tchétchène pour la libération des otages. D'après des enregistrements téléphoniques évoqués par Paul Klebnikov, des négociations ont même eu lieu en juillet 1999, un mois avant l'attaque de Bassaïev au Daguestan.

Le conflit a tôt fait de franchir la frontière et, du Daghestan, embraser à nouveau la Tchétchénie, à la faveur d'une vague d'attentats terroristes au cœur de Moscou : le 9 septembre, un bombe explose dans un HLM, à cinq heures du matin. Le bâtiment s'effondre, faisant au moins quatre-vingt-quatorze morts. Le

13, un autre immeuble est soufflé par un attentat similaire dans une banlieue sud, tuant cent dix-huit personnes. La vague d'attentats ne s'arrête pas là : en trois semaines, cinq attentats, dont trois à Moscou, tuent près de trois cents personnes. Le pays est tétanisé et, dans un scénario similaire à celui que connurent les États-Unis après le 11 septembre, une vague sécuritaire s'empare du pouvoir. La milice et le FSB multiplient les contrôles et les arrestations, tandis que les auteurs des attaques sont immédiatement désigné : ce sont des Tchétchènes. Pourtant, ces attentats ne sont pas revendiqués par les responsables tchétchènes qui, à l'instar de Chamil Bassaïev, nient toute responsabilité. La seule revendication viendra d'une mystérieuse Armée de libération du Daguestan, inconnue jusque là [3]. Peu importe, *« en quelques jours, une majorité écrasante de la population se prononça en faveur de la guerre contre les Tchétchènes »*, tandis que Vladimir Poutine, nouveau Premier ministre, voyait sa cote de popularité grimper en flèche, grâce à des déclarations tonitruantes. Il affirme notamment qu'il *« [butera] les terroristes jusque dans les chiottes »*.

Vladimir Poutine

Cette version des faits est pourtant largement contestée. Des similitudes troublantes existent en effet avec l'attentat survenu dans le métro de Mocou une semaine avant l'élection présidentielle de 1996, et dont la responsabilité avait été attribuée à des *« extrémistes communistes »*, renforçant par là même la position de Boris Eltsine. Les liens financiers troubles entre Berezovski et les chefs tchétchènes rendent envisageable la possibilité d'une manipulation du pouvoir. Maïrbek Vatchagaïev, représentant du président tchétchène à Moscou, déclare que, selon lui *« les attentats de Moscou sont une initiative exclusivement moscovite »*. Interrogé fin septembre par *Le Figaro*, le général Lebed, candidat déclaré à l'élection présidentielle de 2000, se dit *« presque convaincu »* que le gouvernement russe a organisé les attaques terroristes contre ses propres citoyens. Pour lui, *« le but recherché est de créer une terreur massive, une déstabilisation qui permette à un moment de dire : Tu ne dois pas aller dans les bureaux de vote, sinon tu risques de sauter avec les urnes »* [4]. Ces déclarations suscitent un tollé à Moscou, obligeant le cabinet du général à publier un démenti, arguant d'une *« erreur de traduction »*.

Klebnikov s'interroge sur la responsabilité de Vladimir Poutine dans ces attentats. Selon lui, *« la carrière de Poutine montre un attachement peu commun à un certain code de conduite (bien qu'autoritaire) »*, peu compatible avec une telle monstruosité. Les attentats auraient donc plutôt *« été perpétrés par des éléments incontrôlables du camp du Kremlin »*, ceux-là même qui voyaient un intérêt à l'ascension politique de l'ancien directeur du FSB. Par ailleurs, sa situation dans l'arène politique lui interdisait de révéler qui était derrière les attentats car *« une telle révélation aurait eu des effets dévastateurs : elle aurait à la fois détruit les espoirs politiques de Poutine et l'effort de guerre russe contre les Tchétchènes »*. Une éventuelle implication de Berezovski *« ne pouvait que le lier définitivement à Poutine »*.

En tout état de cause, les conséquences des attaques terroristes furent dramatiques pour la Tchétchénie. Le plan de Stepachine de guerre limitée fut rapidement replacé par une vaste offensive, avec le déploiement de plus de cent mille soldats dans la République sécessionniste, qui encerclèrent rapidement Grozny. C'est là le plus surprenant : alors que la guerre était présentée comme une riposte antiterroriste, l'armée russe ne s'attaqua pas directement à Chamil Bassaïev, Khattab, et aux autres chefs de guerre intégristes, préférant cibler les Tchétchènes loyaux au président Maskhadov. Comme le premier conflit, la seconde guerre de Tchétchénie s'enlisa rapidement. La ville de Grozny fût quasiment rasée par les bombardements, et le bilan humain monstrueusement lourd. Mais il permit à Boris Berezovski de mettre en scène le candidat Poutine, et d'assurer ainsi le succès de la coalition *Unité* aux élections législatives de décembre 1999, avec 23,3 % des suffrages, juste derrière le Parti communiste. Le tandem Loujkov-Primakov n'obtient que 13,3 %. Dans la foulée, Boris Eltsine annonça sa démission, le 31 décembre, la date des élections présidentielles étant fixée au 26 mars 2000. La voie était libre pour Poutine, qui signa ce jour-là un curieux décret, en tant que président par intérim : ce texte fixait la pension de son prédécesseur, ainsi que divers avantages protocolaires. Surtout, il lui accordait l'immunité pour tous les actes commis pendant ses mandats.

Il serait trop simpliste de résumer le déclenchement de la seconde offensive tchétchène à un simple complot en vue d'assurer l'élection du candidat choisi par les oligarques. L'ampleur de l'opération militaire lancée par la Russie implique l'existence d'objectifs stratégiques réels. Il convient, pour les identifier, de revenir sur l'histoire mouvementée des tracés de pipeline qui prend un tournant décisif en 1999. Jusqu'à cette date, la Russie bénéficiait d'une quasi-exclusivité sur le transport du pétrole de la Caspienne, puisque l'ensemble des oléoducs passait par son territoire. C'était notamment le cas du Bakou-Novorossisk, remis en fonction en novembre 1997, dans le cadre d'un accord avec les autorités tchétchènes. Cette exclusivité se termine, le 17 avril 1999, avec l'ouverture de l'oléoduc reliant Bakou à Soupsa, un port géorgien situé sur les bords de la Mer noire. D'après Jean Radvanyi, directeur de l'Observatoire des États postsoviétiques, cet oléoduc *« s'intègre pratiquement dans le système de sécurité de l'Alliance atlantique. Ce faisant, les États associés du GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie) et leurs financiers occidentaux ont créé une première brèche dans le monopole russe »* [5]. Une brèche renforcée par l'annonce, mi-octobre 1999, de la construction d'un oléoduc reliant Bakou au port turc de Ceyhan, qui permettrait au pétrole du sud de la Caspienne d'éviter la Russie.

Le début du conflit tchétchène s'accompagne par ailleurs d'attaques contre l'oléoduc russe, ce qui contraint les Russes à le fermer et à transporter le brut par wagons-citernes *« sur une voie évitant la Tchétchénie en passant plus au nord »*. Cette même route que la percée de Chamil Bassaïev au Daghestan aurait rendue impraticable, tout en menaçant l'autre grand projet russe que constituait *« la construction de l'oléoduc Tenguiz (Kazakhstan)-Novorossisk à travers les steppes kalmykes, au nord du Daghestan, dont la première pierre fut posée en mai 1999 »* [6]. On quitte là le domaine de l'instrumentalisation de la guerre à des fins politiques pour celui des enjeux économiques et stratégiques. Au moment où se mettent en place divers projets de construction d'oléoducs en vue d'exploiter les ressources de la Caspienne, pour lesquelles les sociétés russes et

états-uniennes sont en concurrence, voilà que la zone d'influence russe se trouve secouée par une vague d'instabilité, nécessitant le recours de Moscou à la force armée. De quoi décourager les pays de la région de travailler avec la Russie et les inciter plutôt à se joindre aux projets des majors anglo-états-uniennes telles que BP Amoco, ExxonMobil, et surtout Chevron représenté par une certaine Condoleezza Rice.

Arrivé au pouvoir grâce à un soutien massif des oligarques russes, Vladimir Poutine allait rapidement se retourner contre eux et s'affirmer comme un adversaire résolu de leur captation de l'économie nationale. Soucieux de restaurer l'autorité de l'État, mais aussi la place de la Russie sur la scène internationale, le nouveau président se retrouve vite confronté aux objectifs contradictoires des oligarques avec lesquels il engage un bras de fer.

Cet article est le deuxième d'une enquête en trois volets. Le premier, « La première guerre de Tchétchénie », exposait comment le premier conflit tchétchène avait servi les intérêts de divers groupes mafieux russes et tchétchènes, en pleine décomposition de l'État central russe. Le dernier article, à paraître mardi 12, dévoile les enjeux géo-stratégiques de la seconde guerre de Tchétchénie, sur fond de pipeline, d'islamisme radical, et de « *Grand jeu* » caucasien.

---

[1] *Parrain du Kremlin - Boris Berezovski et le pillage de la Russie*, de Paul Klebnikov, Robert Laffont, 2000.

[2] « La fureur impuissante de Moscou en Tchétchénie », par Véronique Soule, *Libération*, 17 mars 1999.

[3] « Les mystères du terrorisme russe », par Laure Mandeville, *Le Figaro*, 16 septembre 1999.

[4] « Alexandre Lebed : "Le pouvoir veut déstabiliser la Russie », par Laure Mandeville, *Le Figaro*, 29 septembre 1999.

[5] « Pourquoi Moscou relance la guerre de Tchétchénie », par Jean Radvanyi, *Le Monde Diplomatique*, novembre 1999.

[6] *Ibid*.

RENDEZ-VOUS SUR LE FORUM DES ABONNÉS

- Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux
www.reseauvoltaire.net/forum.html

Collaboration entre les États-Unis et l'« Axe du mal »

Analyse

Les responsables de la lutte contre le sida aux États-Unis, au Royaume-Uni et à l'ONU appellent dans *Le Monde* à une meilleure coordination internationale pour lutter contre la pandémie. Pour la première fois, ils affirment que le succès n'est plus un problème d'argent, les fonds nécessaires étant débloqués, mais d'organisation. Le flou avec lequel ils s'expriment vise à masquer le fond de leur argumentaire. Lors d'une récente conférence, ils ont soutenu qu'il ne servait à rien d'améliorer l'accès des États du tiers-monde aux médicaments dans la mesure où ils ne disposent pas des personnels médicaux indispensables à leur prescription. Le discours sur le sida est plus que jamais lié à la question des brevets pharmaceutiques.

Après le rejet du plan Sharon, Uzi Dayan et Dan Ben-David soulignent dans le *Jerusalem Post* que le *statu quo* ne peut durer : l'évolution démographique détruira rapidement le caractère juif de l'État d'Israël. Avec froideur, ils préconisent donc de déporter les Palestiniens vivant en Israël pour garantir un État ethniquement majoritaire.
Meron Benvenisti revient, quant à lui, dans *Ha'aretz* sur la comparaison qui a été faite entre les colons israéliens et le Golem de Prague : ils auraient été créés par Sharon et lui auraient échappé. En réalité, les revendications jusqu'au-boutistes de ce mouvement sont les mêmes depuis toujours. Ce qui est nouveau, c'est de faire rejeter par une minorité non représentative un plan qui était approuvé par la majorité des Israéliens. Mais les colons ont eu tort de manifester trop publiquement leur puissance, l'humiliation des chefs du Likoud

ne pourra pas rester sans réponse.

Tom Lantos, représentant de Californie, dénonce dans l'*International Herald Tribune* la responsabilité du gouvernement de Khartoum dans la guerre du Darfour et la passivité de la communauté internationale. Le sujet est assez documenté pour ne pas avoir besoin de recourir à des arguments fallacieux. Pourtant, M. Lantos évacue les mobiles économiques du conflit (qui renvoient à la fois aux ambitions des protagonistes et à des interventions extérieures) pour mettre en avant l'imputation erronée selon laquelle la guerre aurait une origine religieuse : les musulmans voudraient imposer la charia aux chrétiens et aux animistes. Or, l'on sait que ce débat est postérieur au déclenchement du conflit.

Les cartes sont en cours de redistribution en Irak. Ainsi, Shlomo Avineri plaide dans le *Jerusalem Post* pour la convocation d'un référendum sur l'avenir du Kurdistan. Au-delà des arguments énoncés, déjà connus, cette prise de position manifeste le divorce israélo-turc dans la mesure où l'indépendance du Kurdistan est la hantise d'Ankara.
James Dobbins de la Rand Corporation explique aux lecteurs du *Washington Post* qu'il est temps de négocier avec l'Iran. Il les informe de ce que Washington et Téhéran collaborent déjà depuis deux ans, notamment en Afghanistan. Si tout cela est parfaitement connu des analystes, c'est encore ignoré du public états-unien, d'autant que celui-ci est abreuvé de commentaires des groupes néo-conservateurs ou sionistes. Toutefois, M. Dobbins avance avec précaution. Il s'abstient donc d'évoquer la collaboration actuelle de Washington et de Téhéran en Irak et se contente de la présenter comme souhaitable dans le futur.

Réseau Voltaire

Peter Piot, Hilary Benn, Randall Tobias

Peter Piot est directeur exécutif de l'UNAIDS.

Hilary Benn est secrétaire d'État travailliste au Développement international du Royaume-Uni

Randall Tobias est coordonnateur de la lutte mondiale contre le sida pour les États-Unis. Il était président d'Interactive Intelligence Inc. et président émérite de Eli Lilly and Company, une compagnie pharmaceutique.

« Sida, la bataille que nous n'avons pas le droit de perdre »

Source : Le Monde
Référence : « Sida, la bataille que nous n'avons pas le droit de perdre », par Peter Piot, Hilary Benn et Randall Tobias, *Le Monde*, 6 mai 2004.

Aujourd'hui, près de 40 millions d'hommes et de femmes sont séropositifs dans le monde et 25 millions sont déjà morts du sida. Le monde semble avoir enfin pris la mesure de cette crise, mais pourtant 14 000 personnes sont infectées tous les jours. La moitié sont des enfants ou des jeunes, de plus en plus souvent d'Europe de l'Est ou d'Asie.
Alors que le sida est évitable, il devient un lent séisme si on y laisse cours et il menace la stabilité des économies et des sociétés. Depuis la création d'Onusida en 1996, l'investissement mondial pour la lutte contre le sida a été multiplié par 15. Les États-Unis, le Royaume-Uni et la Banque mondiale ont accrus leurs

contributions, tant bilatérales que multilatérales. Récemment, le plan d'urgence du président Bush a offert 15 millions de dollars sur cinq ans à cette lutte. Cette aide est bienvenue, mais il faut faire davantage. C'est pourquoi Tony Blair a appelé à une meilleure coordination.

Aujourd'hui, nous avons les compétences et la science pour arrêter le sida. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une volonté politique et d'une unité. Nous venons d'organiser à Washington un rassemblement des pays donateurs avec des ministres des pays en voie de développement sur le thème de la lutte contre le sida. Nous nous sommes mis d'accord sur trois principes qui s'appuient sur les enseignements tirés de deux décennies de guerre au sida. Pour combattre efficacement le sida, nous devons diminuer la place de la bureaucratie dans les organisme luttant contre la maladie afin de libérer les énergies. À Washington, nous avons mis en place une stratégie simple qui ne doit pas devenir un approche unique et doit s'adapter aux différents pays. Il faut joindre nos efforts.

Uzi Dayan, Dan Ben-David

L'ancien major général Uzi Dayan est président du Zionist Council et ancien conseiller de sécurité national israélien.

Dan Ben-David est professeur d'économie à l'université de Tel-Aviv.

« Le statu quo n'est pas une option »

Source : Jerusalem Post
Référence : « The status quo isn't an option », par Uzi Dayan et Dan Ben-David, *Jerusalem Post*, 6 mai 2004.

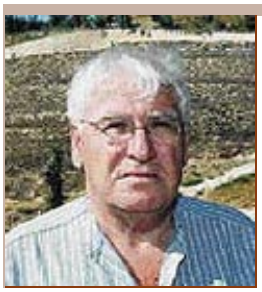
La décision d'autoriser une petite portion non représentative de la population israélienne de voter sur le plan d'Ariel Sharon a eu pour conséquence sa défaite alors que le projet était soutenu par une majorité de la population israélienne. Toutefois, le rejet du plan ne met pas fin à la question du désengagement car le problème qui l'a suscité demeure.

Israël est à un tournant historique et les décisions que nous prendrons aujourd'hui auront une influence majeure sur le pays que nous allons laisser à nos petits-enfants. Nos décisions doivent être prises en fonction de leur impact sur l'identité nationale, la sécurité nationale et notre économie.

Aujourd'hui 10 millions de personnes vivent entre le Jourdain et la méditerranée, 3,7 millions de Palestiniens et 6,8 millions d'Israéliens, dont 5,5 million de juifs. En 2020, les juifs ne seront que 45 %. Si nous voulons conserver le caractère juif de l'État, nous devons envisager nos frontières en suivant des considérations de sécurité et de démographie. Sans les Palestiniens, les juifs sont 81 % de la population, nous devons donc nous séparer des Palestiniens. La population israélienne sait que nous ne pouvons pas conserver nos frontières actuelles sans devenir un État binational, mais rares sont ceux qui croient à l'accord de Genève. D'un autre côté, le désengagement unilatéral associé à la construction d'une barrière de sécurité laissant la possibilité d'un accord final ultérieur offre de bien meilleures perspectives.

Le déplacement de 7 500 colons dégagera une partie de l'armée de ses missions de protection et cela nous rapproche de notre objectif final : la séparation vis-à-vis des Palestiniens. Un retrait de ces territoires permettrait également de réallouer des ressources pour qu'elles profitent à notre économie.

Meron Benvenisti



Meron Benvenisti est ancien vice-maire de Jerusalem. Il est l'auteur de et écrivain de *Sacred Landscape : Buried History of the Holy Land Since 1948*.

« Les colons ne sont pas le Golem »

Source : Ha'aretz
Référence : « The settlers are not the golem », par Meron Benvenisti, *Ha'aretz*, 6 mai 2004.

Les réactions au refus du plan d'Ariel Sharon par les adhérents du Likoud reflètent un choc, choc plus important pour les personnes n'appartenant pas au Likoud que chez ses militants d'ailleurs. Il est moins lié au rejet du plan qu'au pouvoir manifesté par quelques milliers de colons. Ils ont démontré qu'ils imposaient leur volonté à des millions de personnes, Israéliens et Palestiniens. Ce pouvoir était connu, mais beaucoup ne pensaient pas que le noyau dur des colons avait concentré tant de puissance et qu'ils avaient une telle confiance en eux. Cela est dû au fait que, jusqu'ici, ce mouvement avancé masqué et n'affichait pas clairement ses buts : dominer tout le processus de décision sur l'avenir des territoires. Depuis 1983, ce mouvement ne cesse de progresser : leur nombre est passé à un quart de million (sans compter Jérusalem Est) et leurs représentants à la Knesset est le double de ce dont ils pouvaient rêver.
En dépit de cela, leurs ennemis continuent de les présenter comme le Golem de Prague, une créature dont les créateurs ont perdu le contrôle. Ils continuent, décennies après décennies à affirmer que le futur des colons est derrière eux. Sharon a pêché par arrogance et a donné à ses protégés les armes qui conduisent à sa propre chute. Toutefois, si la victoire des colons est décourageante, elle est aussi trop éclatante pour leur bien et elle pourrait tourner en victoire à la Pyrrhus : l'humiliation des chefs du Likoud ne restera pas sans réponses.

Tom Lantos

Seul survivant de l'Holocauste à jamais avoir été élu au Congrès, d'origine hongroise, Tom Lantos est député californien depuis 1980. Il est le chef du groupe démocrate à la Commission des affaires

« Il est temps d'être ferme avec le Soudan »

Source : International Herald Tribune
Référence : « Time to get tough with Sudan », par Tom Lantos, *International Herald Tribune*, 6 mai 2004.

Le monde ne peut plus tolérer les massacres de civils au Darfour, à l'ouest du Soudan. Les milices arabes s'attaques aux groupes d'origines africaines pour leur faire quitter le pays. Kofi Annan a appelé à un cessez-le-feu et a affirmé qu'une action militaire pourrait être organisée pour apporter une aide humanitaire.

étrangères de la Chambre des représentants. Violemment anticommuniste, il a soutenu de nombreuses initiatives en faveur du rapprochement avec les anciens pays du bloc soviétique. C'est un fervent partisan d'Israël. Il a appelé à des sanctions contre l'Irak dès 1988 suite au gazage des Kurdes à Halabja. On le dit lié à Kofi Annan.

Il y a dix ans, nous avons échoué à intervenir à temps au Rwanda et les conséquences furent atroces. Sans action préventive de notre part, les conséquences pourraient être identiques. Le gouvernement soudanais fait tout pour repousser un accord avec le Mouvement de libération du peuple soudanais qui se trouve dans le Sud tout en menant une campagne féroce contre les groupes indigènes du Darfour. Cela a déjà fait des milliers de victimes, plus de 100 000 personnes sont exilées au Tchad et un million de personnes a été déplacé.

Le gouvernement de Khartoum fait tout pour intimider l'ONU ou entraver son travail. Nous assistons à un nettoyage ethnique et à une tentative d'imposition par la force de la charia aux non-musulmans. La communauté internationale doit faire pression sur Khartoum pour que ces pratiques cessent et en cas de résistance, il faudrait envisager de contrer l'intransigeance de ce régime.

Shlomo Avineri

Shlomo Avineri est professeur de sciences politiques à l'université hébraïque de Jérusalem. Il est ancien directeur général du ministère des Affaires étrangères israélien. Membre d'un institut satellite de la CIA chargé de l'assistance aux partis de gauche, il a été impliqué dans les processus de démocratisation de nombreux pays de l'Est européen.

« Un référendum pour le Kurdistan »

Source : Jerusalem Post
Référence : « A referendum for Kurdistan », par Shlomo Avineri, *Jerusalem Post*, 6 mai 2004.

Il devient évident que les États-Unis ne parviennent pas à imposer un ordre minimum en Irak, pourtant nécessaire au transfert de pouvoir le 30 juin. La signature par des Irakiens appointés d'un document constitutionnel a été présentée comme l'équivalent de la signature de la constitution américaine de 1787, mais les évènements de Faludja et Nadjaf montrent que ce papier ne vaut rien.

La situation est totalement différente dans le Nord où, bénéficiant de dix ans d'expérience autonome, le Kurdistan a constitué un gouvernement fonctionnel. Compte tenu de la débâcle dans l'Irak arabe, il faut demander pourquoi les États-Unis n'organisent pas un référendum dans la région pour savoir comment les Kurdes veulent être gouvernés. Historiquement, les Kurdes n'ont jamais eu ce droit à l'autodétermination, qui leur a pourtant été promis dès la Première Guerre mondiale. Depuis cette époque, ils ont souffert sous la domination étrangère.

Il y d'évidentes entraves à l'organisation de ce référendum. D'abord, les États-Unis n'ont pas le mandat pour le faire, mais c'est également vrai pour le reste de l'Irak. Ensuite, il y a les objections turques, et dans une moindre mesure iraniennes et syriennes. Mais d'un point de vue du droit international, quel droit a la Turquie de dicter sa conduite à un autre État ? En outre, si Ankara montrait un peu de respect à sa minorité kurde, l'opposition au gouvernement turc diminuerait.

Récemment, on a reconnu aux Chypriotes le droit de décider de leur avenir, pourquoi ne pas faire de même avec le Kurdistan ? Un tel vote montrerait en outre aux sunnites et aux chiites que c'est leur violence qui est en train de démembrer l'Irak.

James Dobbins

James Dobbins est directeur de la Rand Corporation. Il a été l'envoyé spécial de l'administration Bush en Afghanistan et il avait supervisé auparavant les opérations de maintien de la paix au Kosovo, en Bosnie, en Haïti et en Somalie.

« Il est temps de négocier avec l'Iran »

Source : Washington Post
Référence : « Time to Deal With Iran », par James Dobbins, *Washington Post*, 6 mai 2004.

Londres a affirmé souhaiter que l'Iran intervienne en Irak pour calmer les chiites et pour construire un soutien plus fort au gouvernement intérimaire irakien. Ce souhait peut paraître troublant pour les États-uniens accoutumés à entendre présenter ce pays comme un membre de l'« Axe du mal », mais ça ne serait pourtant pas la première fois que Téhéran vient en aide aux États-Unis dans sa guerre au terrorisme.

En Afghanistan, la guerre pour renverser les Talibans n'a pas commencé en 2001, mais avant et elle rassemblait contre le régime en place à Kaboul une coalition regroupant l'Iran, la Russie, l'Inde et l'Alliance du Nord. Après le 11 septembre, ces pays furent rejoints par les États-Unis dont la puissance aérienne permit de dégager la route de l'Alliance du nord jusqu'à Kaboul. À la conférence de Bonn sur l'organisation de l'avenir de l'Afghanistan, les différentes factions afghanes furent rassemblées autour des États-Unis et des autres pays de la coalition qui avait participé à la chute des Talibans.

À cette occasion, j'ai pu assisté par deux fois à des actions décisives de l'Iran pour favoriser la reconstruction du pays : c'est Téhéran qui insista pour que les mots « démocratie » et « guerre au terrorisme » apparaissent dans le texte final. C'est également l'Iran qui parvint à convaincre l'Alliance du Nord de faire des compromis sur le nombre de ministères qui lui était alloué. Plus tard, l'Iran utilisa également toute son influence pour faire accepter Hamid Karzaï aux seigneurs de la guerre récalcitrants. En offrant 500 millions de dollars pour la reconstruction à la conférence de Tokyo, ce pays devint le premier donateur parmi les voisins de l'Afghanistan. L'Iran a également aidé à la constitution d'une armée national afghane.

En dépit des efforts iraniens, l'Iran fut le seul pays à ne pas être remercié par Colin Powell après la conférence de Bonn. Les contacts avec Téhéran restent très limités. Bien sûr, il existe dans ce pays une frange dure qui soutient le Hamas, veut constituer un programme nucléaire et refuse de livrer les agents d'Al Qaïda, mais nous devons nous souvenir que nous n'avons pas hésité à demander l'aide de Tudjman et de Milosevic pour remettre la Bosnie sur pied. Nous pouvons demander l'aide de l'Iran pour reconstruire l'Irak.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .